

[Text]

This bill kills the biotech industry. Right now Canada wisely allows only process patents on food and medicine. No company can own insulin or human growth hormone or interferon or interleukin. Instead, they own the right to the process that duplicates the natural compound. As a result, our budding biotech companies have developed a host of patented processes that manufacture these life-saving substances cheaply and effectively. This bill, however, wants to give multinationals the right to own insulin or high-growth hormones. It replaces process patents with product patents. It is just like giving foreign companies the sole right to own white bread or to own milk. Bill C-22 will kill biotech in Canada.

The bill will also preclude Canada from ever having a fine chemical industry. The June version of the legislation at least linked monopolies with manufacturing in Canada. To win exclusive patent rights, multinationals would have to manufacture key ingredients here. Not only would that move have created jobs, but it would have been the first step towards reducing our bloated billion-dollar trade deficit in pharmaceutical chemicals. Equally important, it would have established a strong R and D base of scientists experienced in working with pharmaceuticals.

This bill, however, perpetuates imports, kills the hope of companies like mine that are trying to establish manufacturing in Canada, and legitimizes the insidious system known as transfer payments under which multinationals siphon hundreds of millions of dollars in tax profits out of Canada.

• 1125

To understand how much money flees the country through grossly inflated raw material prices, all this committee has to do is call upon Revenue Canada. The ministry has a score of law suits going on against multinationals to recover taxes. Through Bill C-22 we lose the manufacturing industry, we lose a healthy generic industry, we lose R and D capability. We gain nothing.

This committee should try to understand the crucial element in this argument over compulsory licensing. There has never been a country in the world that established an independent world-class industry based on foreign-owned branch plants.

[Translation]

produits que nous pourrions offrir, ce seront des produits déjà dépassés par de nouveaux médicaments.

Le projet de loi va tuer l'industrie biotechnologique. À l'heure actuelle, le Canada a la sagesse de ne permettre que des brevets de procédés pour les aliments et les médicaments. Aucune société ne peut devenir propriétaire de l'insuline ou des hormones de croissance humaine ou de l'interféron ou de l'interlukine. Mais les fabricants détiennent la propriété du procédé qui imite un élément naturel. Par conséquent, nos entreprises biotechnologiques naissantes ont mis au point toute une gamme de procédés brevetés qui permettent de fabriquer efficacement et à peu de frais ces substances curatives. Or, ce projet de loi veut accorder aux multinationales le droit de posséder l'insuline ou les hormones à croissance rapide. On y remplace les brevets pour procédés par des brevets pour produits. C'est comme accorder aux sociétés étrangères un droit exclusif pour la propriété du pain blanc ou du lait. Le projet de loi C-22 va tuer la biotechnologie au Canada.

Le projet de loi empêchera également le Canada d'avoir un jour une industrie de fabrication de produits chimiques fins. Au moins la version du mois de juin du projet de loi faisait un lien entre les monopoles et la fabrication au Canada. Afin d'obtenir des droits exclusifs en matière de brevets, les multinationales auraient été obligées de fabriquer ici les ingrédients principaux. Cela aurait permis non seulement de créer des emplois, mais c'était déjà un premier pas en vue de réduire dans le domaine des produits chimiques pharmaceutiques notre déficit commercial de un milliard de dollars. Chose tout aussi importante, le libellé du mois de juin aurait permis d'établir une équipe solide de scientifiques spécialisés dans la recherche et le développement dans le domaine pharmaceutique.

Ce nouveau texte du projet de loi cependant va perpétuer les importations, détruire les espoirs d'entreprises telles que la mienne qui tentent d'établir un secteur de fabrication au Canada, et légitimer la pratique insidieuse qu'on appelle les prix de transfert qui permet aux multinationales d'admirer des centaines de millions de dollars de bénéfices avant impôt vers l'étranger.

Afin de se faire une idée des sommes considérables quittent le pays grâce aux prix nettement exagérés des matières premières, il suffit au Comité de se renseigner auprès du ministère du Revenu national. En effet, celui-ci a engagé un grand nombre de poursuites contre les multinationales afin de récupérer des impôts. À cause du projet de loi C-22, nous allons perdre le secteur de la fabrication, nous allons perdre une industrie saine de production de médicaments génériques, nous allons perdre nos activités de recherche et de développement. Nous n'y gagnerons rien.

Votre comité devrait essayer de comprendre l'élément primordial de l'argument que nous avançons au sujet des licences obligatoires. Il n'y a jamais eu de pays au monde qui ait réussi à créer une industrie autonome de niveau mondial en se fondant sur des filiales à propriété étrangère.